

LES EFFETS EMPIRIQUES DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE

par Stefan Voigt

La démocratie directe est souvent abordée sous un angle normatif: ses partisans louent ses qualités délibératives et participatives, tandis que ses détracteurs doutent que les citoyens soient suffisamment bien informés pour prendre directement des décisions déterminantes. Le présent article propose une analyse de la démocratie directe sous un angle empirique: il examine certains effets des instruments de la démocratie directe dans les domaines de l'économie, de la politique et de la gouvernance.

Avant de pouvoir analyser les effets de la démocratie directe, il convient de la définir. Elle a été définie comme le droit des citoyens à décider directement de questions politiques déterminantes au travers de votes populaires. Nous proposons de faire la distinction entre les référendums et les initiatives. Lors d'un référendum, les citoyens sont invités à voter sur une politique proposée par le gouvernement, tandis que dans le cadre d'une initiative, ils votent sur une politique proposée par les citoyens eux-mêmes. À l'heure actuelle, plus de cent constitutions dans le monde prévoient le recours au référendum, contre moins de quarante pour les initiatives.

Dans les démocraties purement représentatives, plusieurs années s'écoulent entre les différents scrutins auxquels sont conviés les citoyens. Ils ne votent pas sur chaque

politique, mais plutôt sur un ensemble de politiques, appartenant généralement à des partis concurrents. En conséquence, les hommes et femmes politiques élus ont tout le loisir de faire fi des préférences de leurs électeurs sur de nombreuses questions. Si nous qualifions les citoyens de « principal » et considérons que les décideurs politiques sont leurs « agents », il s'agit alors d'un problème principal-agent: les principaux ont des difficultés à s'assurer que leurs agents respectent bien leurs préférences (et qu'ils ne servent pas leurs propres intérêts). À supposer que les décideurs politiques n'apprécient pas d'être réprimandés par leurs électeurs, ils auraient davantage intérêt à respecter les préférences des citoyens dans une démocratie directe. Il est en outre possible de faire la distinction entre un effet direct et un effet indirect: lorsque les décideurs politiques savent que les citoyens peuvent avoir recours à une initiative

Ni la panacée ni un danger pour la démocratie: les effets empiriques de la #DémocratieDirecte, par Stefan Voigt



s'ils négligent leurs préférences, ils ont tout intérêt à prendre en considération les souhaits des citoyens dans l'ensemble de leurs mesures. Je propose d'appeler ceci l'effet indirect, étant donné qu'aucune initiative ne doit être lancée pour obtenir des résultats. L'effet direct concernerait dès lors les cas où une initiative serait bel et bien lancée.

Les gouvernements unipartites au sein de démocraties représentatives doivent souvent servir les intérêts de différentes factions. Cette situation débouche fréquemment sur des accords globaux qui satisfont les groupes d'électeurs les plus importants, au détriment des électeurs désorganisés, qui constituent souvent une majorité. Les accords globaux aux effets généraux négatifs sont, bien entendu, encore plus fréquents dans les gouvernements de coalition. Les instruments de la démocratie directe permettent aux citoyens de décomposer ces



accords et de voter directement sur des questions spécifiques. Face à la possibilité que leurs accords soient décomposés par les citoyens, on peut s'attendre des partis politiques qu'ils se montrent plus prudents lorsqu'ils mettent au point, par exemple, des accords sur la réduction des prestations sociales.

Des études empiriques montrent que les institutions de démocratie directe ont un impact significatif sur les résultats obtenus sur le plan économique et politique. Quatre éléments valent la peine d'être soulignés à cet égard:

Premièrement, les référendums (obligatoires) et les initiatives ont des effets très différents. Là où les référendums obligatoires sont associés à des dépenses publiques globales nettement moins élevées, c'est l'inverse qui se produit pour les initiatives. Nous devrions donc nous montrer très prudents

“
*Des études empiriques
montrent que les
institutions de
démocratie directe ont
des effets significatifs
sur les résultats
obtenus sur le plan
économique et politique.*
”

lorsque nous parlons de démocratie directe, dans la mesure où chaque instrument peut donner des résultats très différents.

Deuxièmement, les initiatives (et les référendums) doivent souvent avoir véritablement lieu pour produire un effet. En d'autres termes, l'effet direct est plus fort que l'effet indirect. La démocratie directe peut avoir un impact positif sur l'efficacité du gouvernement et réduire la corruption. Mais il ne suffit pas de disposer d'une législation prévoyant la possibilité d'utiliser de tels instruments: il faut qu'ils soient véritablement utilisés. Nous pouvons démontrer que chaque nouveau référendum (et chaque nouvelle initiative) accroît de manière significative l'efficacité du gouvernement et réduit nettement la corruption.

DÉMOCRATIE

Troisièmement, les institutions de la démocratie directe peuvent être efficaces dans des configurations très différentes. On suppose parfois qu'une démocratie directe ne peut être efficace que dans des pays riches ou des pays où la démocratie est en place depuis longtemps. Au cours de nos études transnationales, nous avons réfuté ces conjectures en comparant des configurations différentes: démocraties établies/moins établies, pays riches/pays pauvres, etc. Les effets du recours aux instruments de la démocratie directe sur les dépenses des gouvernements et leur déficit se sont en réalité révélés plus prononcés dans les démocraties moins bien établies.

Quatrièmement, les institutions de démocratie directe ne sont pas la panacée pour garantir une plus grande participation citoyenne. On entend parfois que les institutions de démocratie directe permettent d'intéresser davantage les citoyens à la politique, avec, à la clé, des citoyens mieux informés et donc plus susceptibles de se rendre aux urnes. Nous n'avons malheureusement trouvé aucun élément pour étayer cette hypothèse. Il s'avère au contraire que les citoyens ont moins confiance dans leur gouvernement et les partis politiques. Ces résultats sont toutefois à prendre avec précaution, étant donné que la comparabilité des variables procédurales entre les différents pays peut être remise en question.



> AUTEUR

Stefan Voigt est professeur de droit et d'économie à l'Université de Hambourg. Il est surtout connu pour son travail de recherche sur l'économie politique constitutionnelle. Il écrit pour la revue *Constitutional Political Economy* et il est membre de plusieurs comités de rédaction, dont celui de *Public Choice* et de la *International Review of Law & Economics*.

UNE DÉMOCRATIE DIRECTE POUR RENFORCER LE PARLEMENTARISME ET LE DÉBAT PUBLIC

par Ralf-Uwe Beck

Ce n'est qu'avec une démocratie directe en complément d'une démocratie représentative que le pouvoir pourra véritablement émaner du peuple. La démocratie directe renforce la démocratie représentative: elle la rend plus représentative. Les processus de démocratie directe encouragent le débat public et empêchent donc le populisme de se développer.



> AUTEUR

Ralf-Uwe Beck est théologien et militant des droits civils, sans parti. Porte-parole de l'exécutif fédéral de l'association Plus de Démocratie (Mehr Demokratie).



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu